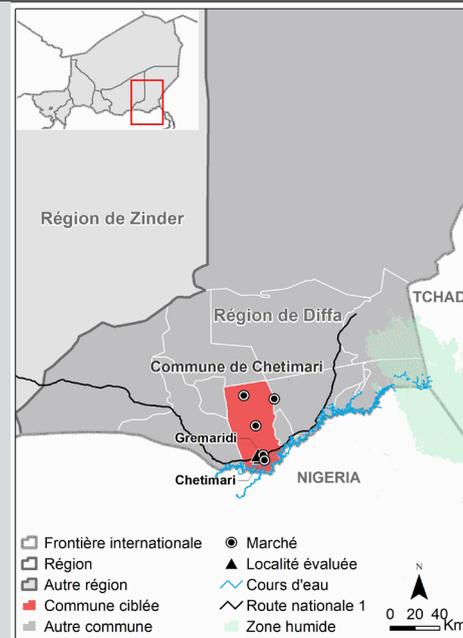


Dans le contexte de la crise de déplacement dans la région de Diffa, le Cash Working Group (CWG) a souhaité réaliser une évaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel afin d'informer la stratégie de la communauté humanitaire et du CWG en particulier. Cette évaluation a couvert quatre aspects : la capacité des marchés ; la protection des bénéficiaires et l'acceptation du transfert monétaire ; les capacités et limites des prestataires de services financiers et les capacités et défis des organismes de mise en œuvre¹. L'analyse de ces aspects a permis d'identifier les risques et opportunités du transfert monétaire dans la région de Diffa et de formuler des recommandations à l'échelle de la région et de chaque commune. La collecte de données a été réalisée entre le 08 avril et le 08 mai 2019 et a couvert 45 marchés répartis dans toutes les communes hormis Bosso pour des raisons sécuritaires et 21 localités dans lesquelles des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec les populations déplacées et non déplacées. **Cette fiche d'information concerne les résultats de la commune de Chetimari² où l'évaluation a couvert 5**

marchés (Chetimari, Guegmari, Issari, Nguelkolo et Sayam Forage) et 2 localités (Gremaridi et Chetimari).

Pour évaluer la capacité des marchés à Chetimari, des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec un IC gestionnaire de marchés³ dans chacun des 5 marchés et des entretiens individuels avec 25 commerçants et 10 transporteurs.

Pour évaluer l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires, dans chacune des deux localités évaluées, des entretiens ont été réalisés avec 2 informateurs clés dont un parmi la population non déplacée (chef de village/quartier) et un parmi la population déplacée (chef de communauté des déplacés). En plus, 8 groupes de discussion ont été réalisés dans cette commune dont 4 groupes dans chacune des deux localités répartis comme suit : un groupe de discussion avec les hommes déplacés ; un groupe de discussion avec les femmes déplacées ; un groupe de discussion avec les hommes non déplacés et un groupe de discussion avec les femmes non déplacées⁴.



Capacité des marchés

Accessibilité des marchés

Types d'infrastructures disponibles pour l'accès aux marchés selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés⁵ :

Une piste non aménagée	██████████	(5/5)
Une piste	██████	(3/5)
Une route bitumée	██	(1/5)
Une voie fluviale	█	(1/5)

Principales entraves pour l'accès aux marchés pour les populations et les commerçants selon les IC gestionnaires de marché - par nombre de marchés⁵ :

1. Mauvais état des infrastructures de transport (4/5)
1. Conditions météorologiques (crues etc.) (4/5)
2. Moyens de transports limités (3/5)
2. Postes de contrôle (3/5)
2. Incidents de sécurité (3/5)

Régularité / animation des marchés

Evolution du nombre de commerçants dans les marchés pendant les 6 mois précédant l'évaluation selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés :

↘ Diminué (1/5)	→ Stable (0/5)	↗ Augmenté (4/5)
-----------------	----------------	------------------

Principales raisons de la diminution du nombre de commerçants selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés⁵ :

Problèmes d'approvisionnement des produits	(3/5)
Moyens de transport /déplacement limités	(2/5)
Insécurité	(1/5)

Périodes de l'année pendant lesquelles les véhicules de transport de marchandises accèdent aux marchés selon les IC transporteurs - par nombre de transporteurs :

Camions de 30 tonnes	8/10	2/10	■ Toute l'année
Camions de 20 tonnes	8/10	2/10	■ Seulement en saison sèche
Camions de 10 tonnes	6/10	4/10	■ Jamais
Pick-up	1/10	9/10	
Deux roues	10/10		

Selon les participants aux groupes de discussion, les marchés de la commune sont physiquement accessibles à la majorité de la population malgré les moyens de transport limités et le mauvais état des infrastructures (pistes). Dans l'intégralité des groupes de discussion, les participants ont signalé que la situation sécuritaire peut dissuader l'accès aux marchés : il existe une crainte chez les populations et plus particulièrement les femmes et les filles d'être enlevées ou attaquées sur les chemins qui mènent aux marchés, raison pour laquelle, une partie de la population pourrait diminuer la fréquence d'accès aux marchés suite à des attaques sporadiques dans la zone.

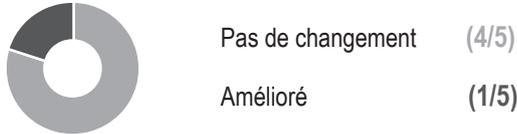
Selon la quasi-totalité des IC gestionnaires de marchés, les marchés fonctionnent de manière régulière à Chetimari toute l'année malgré les périodes de hausse/baisse des prix et malgré la disponibilité des produits céréaliers en fonction de la saisonnalité.

Selon les participants aux groupes de discussion, les marchés fonctionnent de manière régulière en termes d'ouverture avec un respect des jours d'ouverture hebdomadaire. Cependant, il existe des périodes pendant lesquelles les marchés sont moins fonctionnels selon la perception des populations :

- La saison sèche caractérisée par la transhumance, l'indisponibilité de certains produits saisonniers et la hausse des prix.
- La saison pluvieuse pendant laquelle le marché peut être difficilement accessible aux populations et à certains véhicules de transport.

Stockage des produits

Evolution de l'état des infrastructures de stockage cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Principaux lieux de stockage habituels des produits chez les commerçants qui ont recours au stockage de produits⁵ :

1. A mon domicile
2. Dans mon magasin au marché
3. Dans un magasin loué uniquement pour le stockage

\$ Monnaie et taux de change

Principales monnaies utilisées par les commerçants interrogés, par nombre de commerçants⁵ :

1. Naira (25/25)
2. FCFA Ouest (23/23)

Existence de difficultés liées au taux de change selon les IC gestionnaires de marchés par nombre de marchés :



Difficultés :

Taux de change instable

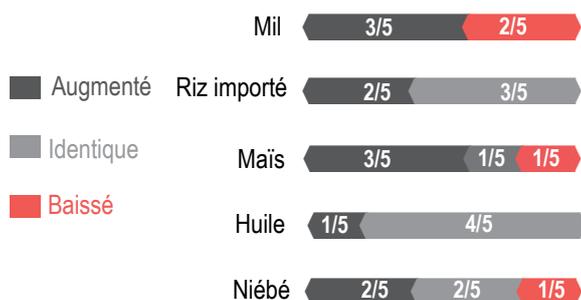
Baisse de la valeur de la monnaie

Offre de produits alimentaires et non alimentaires

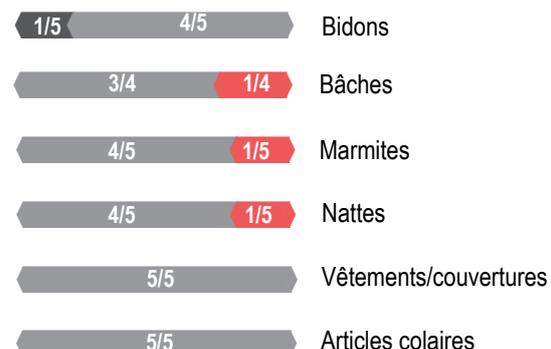
Vente de ces produits dans les marchés par nombre de marchés dans les 6 mois avant l'évaluation⁶ :

	Mil	Maïs	Huile	Riz importé	Niébé	Bidons	Bâches	Marmites	Nattes	Couvertures habits	Articles scolaires
	5/5	5/5	5/5	5/5	5/5	5/5	4/5	5/5	5/5	5/5	5/5
Provenances des produits ⁵	Nigeria	Nigeria	Région de Diffa	Région de Diffa	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria
	Région de Diffa		Région de Zinder	Région de Zinder	Région de Diffa	Région de Diffa		Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Zinder
								Région de Diffa	Région de Zinder	Région de Zinder	

Evolution du niveau de l'offre de produits alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Evolution du niveau de l'offre de produits non alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :

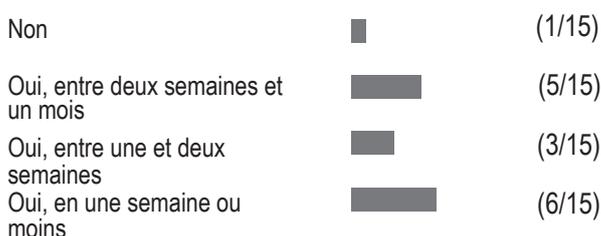


Commercialisation de produits alimentaires et non alimentaires

Evolution des ventes de produits alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année dernière selon 15 commerçants qui vendent des produits alimentaires - par nombre de commerçants :



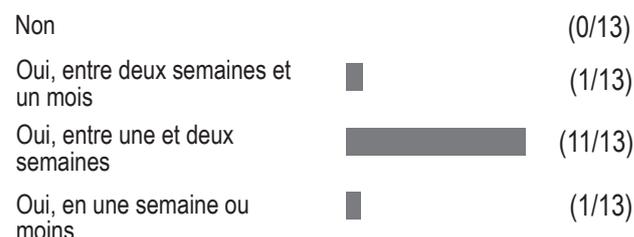
Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits alimentaires double et en combien de temps :



Evolution des ventes de produits non alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année dernière selon 13 commerçants qui vendent des produits non alimentaires - par nombre de commerçants :



Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits non alimentaires double et en combien de temps :



Evolution des coûts liés à la vente des produits

Evolution du coût du transport au cours de l'année précédant l'évaluation selon les 10 transporteurs interrogés, par nombre de transporteurs :



Evolution du montant des taxes, impôts et prélèvements cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marché :



Principales difficultés auxquelles les commerçants et transporteurs sont confrontés

Principales difficultés auxquelles les commerçants sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de commerçants⁵ :

1. Manque de capital propre (15/25)
2. Insécurité (9/25)
2. Faible pouvoir d'achat des clients (9/25)
3. Marges trop faibles (8/25)
3. Non remboursement des dettes par les clients (8/25)

Principales difficultés auxquels les transporteurs sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de transporteurs⁵ :

1. Insécurité/couvre feu (10/10)
2. Mauvais état des routes (7/0)
3. Pas assez de fret retour (5/10)

Fréquence à laquelle les transporteurs interrogés sont confrontés à des incidents de sécurité, par nombre de transporteurs⁴ :



- | | |
|----------|------|
| Jamais | 4/10 |
| Rarement | 3/10 |
| Parfois | 3/10 |

Principales stratégies mises en place par les transporteurs en cas d'insécurité⁵ :

1. Changement des horaires de transport
2. Arrêt du transport

Acceptation du transfert monétaire et protection des bénéficiaires

Acceptation du transfert monétaire

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les IC :

Dans les 2 localités évaluées à Chetimari, la totalité des 4 IC a rapporté que les ménages préfèrent recevoir une assistance en nature plutôt qu'une assistance monétaire.

Principales raisons pour lesquelles les populations préfèrent recevoir une assistance en nature selon les IC⁵ :

1. Parce que les populations n'ont pas besoin d'aller au marché pour acheter des articles (charge de travail et coût pour aller au marché)
2. Parce que les populations peuvent consacrer le temps mis à aller au marché à d'autres activités

Principales dépenses prioritaires effectuées avec l'argent reçu selon les IC et les participants aux groupes de discussion :

1.  Nourriture
2.  Moyens de subsistance (avoirs productifs, activités génératrices de revenus etc.)
3.  Santé

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les IC :

Parmi la population non déplacée, la totalité des IC a rapporté que les deux conjoints décident ensemble de l'utilisation de l'argent en cas d'assistance monétaire. En revanche, chez la population déplacée, un IC sur les deux a déclaré que la décision se prend par les deux conjoints tandis que l'autre IC a rapporté que la décision est prise par l'épouse uniquement.

Protection des bénéficiaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté cités par les IC⁵ :

- Soupçons de fraude
- Contestations du ciblage
- Disputes intercommunautaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein des familles cités par les IC⁵ :

- Tensions entre coépouses
- Détournement de l'argent reçu par le mari
- Remise de l'argent au mari par l'épouse (tensions si la remise est contre la volonté de l'épouse)

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les groupes de discussion :

Dans la majorité des groupes de discussion à Chetimari, l'aide en nature est préférée par les participants pour ces 3 raisons :

- Selon la perception des participants, l'aide en nature est plus efficace pour satisfaire le besoin prioritaire de nourriture en situation d'urgence
- Le déplacement au marché représente une charge de travail et des coûts supplémentaires liés au transport
- Crainte (notamment par les hommes déplacés) que les commerçants augmentent les prix en cas d'assistance monétaire

Dans une minorité de groupes de discussion (constitués par les femmes non déplacées), le transfert monétaire est préféré par les participantes pour les raisons suivantes :

- Le transfert monétaire permet de faire des activités génératrices de revenus (AGR)
- Le transfert monétaire permet de réhausser les revenus du ménage

En plus du type d'assistance préféré, il a été également demandé aux participants de citer la modalité de distribution préférée (entre espèces/coupons) en cas d'assistance monétaire.

Dans la totalité des groupes de discussion, les participants ont déclaré une préférence pour la distribution en espèces pour ces deux raisons :

- La distribution en espèces permet de dépenser l'argent selon les priorités et en temps voulu
- La distribution en espèces permet de réaliser des AGR (petit commerce, achat de ruminants etc.)

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les groupes de discussion :

- Dans la quasi totalité des groupes de discussion avec les populations non déplacées (hommes et femmes), les participants ont déclaré que les deux conjoints se concertent pour décider de l'argent reçu et les préférences des femmes sont prises en compte.
- Chez les populations déplacées (surtout les hommes), l'idée la plus saillante est que le mari a le dernier mot sur l'utilisation de l'argent.

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté et des familles selon les groupes de discussion :

Selon les participants aux groupes de discussion, le problème le plus important que le transfert monétaire pourrait créer au sein de la communauté est le ciblage qui peut générer des frustrations, des tensions et des disputes intercommunautaires.

Les comités de sages et les autorités locales jouent un rôle important pour la gestion des plaintes et l'apaisement des tensions en cas de problèmes intercommunautaires liés au transfert monétaire.

Les problèmes les plus importants que le transfert monétaire pourrait créer au sein des ménages sont :

- les tensions dans les foyers polygames si l'une des épouses est bénéficiaire
- le détournement de l'argent par le mari (utilisation de l'argent pour ses propres besoins et non pour ceux du ménage)

Risques sécuritaires qui impactent le transfert monétaire :

Au cours des discussions, les participants ont identifié 3 types de risques sécuritaires liés au transfert monétaire :

- Le risque de vol sur le trajet aller/retour et au niveau des marchés cité dans la quasi-totalité des groupes
- Le risque d'arnaque sur les frais de commissions et/ou sur le taux de change au niveau des points de retrait signalé par les hommes non déplacés
- Le risque d'attaques, d'agressions, d'enlèvements sur le trajet aller/retour pour récupérer l'aide et/ou sur les chemins d'accès aux marchés

Risques/opportunités du transfert monétaire à Chetimari et recommandations

Opportunités	Contraintes	Risques	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Majorité des marchés physiquement accessibles aux populations • Ouverture régulière des marchés et marchés animés pendant les jours d'ouverture hebdomadaire • Pas de dégradation des infrastructures de stockage • Disponibilité des produits alimentaires de base et de produits non alimentaires dans la majorité des marchés • Niveau de l'offre de produits alimentaires et non alimentaires stable ou en augmentation dans la majorité des marchés cette année comparée à l'année dernière • Majorité des commerçants interrogés en capacité de répondre en deux semaines maximum au cas où la demande double • Coût du transport stable entre Chetimari et les marchés d'approvisionnement • Montant des taxes, impôts et prélèvements stable dans la majorité des marchés • Diversité des dépenses effectuées avec l'aide monétaire par les populations dont les AGR en particulier qui sont en phase avec l'objectif d'autonomisation des populations • Couverture réseau des localités de Chetimari situées tout au long de la route nationale 1 • Les IMF présentes dans la commune de Diffa peuvent mobiliser des équipes mobiles pour faire des distributions dans des localités de Chetimari • Distributions monétaires déjà effectuées à Chetimari par des organisations de mise en oeuvre (opportunité de partage d'expériences) 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès restreint des gros véhicules de transport de marchandises aux marchés (camions de 30 tonnes et de 20 tonnes) • Les postes de contrôle et les incidents sécuritaires peuvent dissuader l'accès aux marchés • Mauvais état des infrastructures pour l'accès aux marchés • Hausse des prix à certaines périodes de l'année (saison chaude) • Les contraintes de sécurité et le couvre-feu impactent les activités des commerçants et des transporteurs : l'approvisionnement des produits, le transport de marchandises, la fréquentation des marchés etc. • Populations interrogées plus favorables à l'aide en nature qu'au transfert monétaire • Pas de bureaux d'IMF présents dans la commune • Perturbations des réseaux de communication qui ralentissent les activités de transfert d'argent • Les personnes qui détiennent un téléphone portable font face à des difficultés telles que la recharge en raison des coupures d'électricité ou la non électrification de certaines localités • Certaines localités de Chetimari pourraient être inaccessibles aux organisations de mise en oeuvre et aux équipes mobiles des prestataires financiers à cause des incidents sécuritaires • Problème de disponibilité des espèces au niveau des banques commerciales qui gèrent les fonds des IMF et des opérateurs téléphoniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Vols, attaques et enlèvements sur les chemins d'accès aux marchés • Vol de l'argent au niveau des marchés • Perte et/ou arnaque sur les frais de commissions et sur le taux de change • Tensions au sein des familles : tensions entre coépouses dans les familles polygames, détournement de l'argent reçu par le mari etc. • Tensions au sein de la communauté : disputes intercommunautaires, contestation du ciblage et soupçons de fraude • Extorsion de fonds par les groupes armés non étatiques après la récupération de l'aide par les bénéficiaires • Menaces sur les organismes de mise en oeuvre, les prestataires financiers et les bénéficiaires par les groupes armés • Déplacement fréquent des populations : risque de recensement secondaire qui permet à certains déplacés de bénéficier de plusieurs aides en même temps au détriment d'autres personnes • Risque que les prestataires financiers ne disposent pas des ressources humaines, logistiques et financières pour répondre à une très forte demande de transfert monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi régulier de l'évolution du taux de change CFA/Naira et sensibilisation des bénéficiaires pour éviter le risque d'arnaque sur le taux de change • Plus de sensibilisation auprès des leaders communautaires et des populations sur l'intérêt du transfert monétaire, le ciblage, la sécurité et les moyens d'éviter les risques de tensions familiales et intercommunautaires • Suivi régulier de l'évolution de la situation sécuritaire à Chetimari avant toute mise en oeuvre de programme de transfert monétaire • Implication des commerçants dans les activités de sensibilisation • Ciblage rigoureux (allonger la durée du ciblage) afin que l'aide profite aux plus vulnérables • Meilleure coordination entre les acteurs qui mettent en oeuvre le transfert monétaire : partage des planning de distribution pour une meilleure coordination des activités/ partage d'expériences et de bonnes pratiques via le CWG multisectoriel • Association du cluster protection via le CWG pour une meilleure implication des acteurs de protection dans la sensibilisation communautaire avant l'assistance monétaire • Elaborer un panier de dépenses minimum pour le transfert monétaire multisectoriel et définir des critères d'ajustement du montant en vigueur pour les activités de sécurité alimentaire (32 500 F CFA) • Etude plus approfondie sur les localités ciblées à Chetimari avant chaque programme de transfert monétaire pour déterminer la modalité de distribution la plus appropriée (espèces/ coupons) et le type de prestataire financier à solliciter

1 Les organismes de mise en oeuvre sont les agences de l'Etat (Filets sociaux et Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises), les Agences des Nations Unies et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui mettent en oeuvre des programmes de transfert monétaire dans la région de Diffa

2 Cette fiche d'information présente les résultats de la commune de Chetimari relatifs à la capacité des marchés et à l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires. Les résultats sur les capacités et défis des prestataires financiers et des organisations de mise en oeuvre sont disponibles dans la fiche d'information des résultats de l'évaluation pour la région de Diffa

3 Points focaux de divers profils bien renseignés sur le fonctionnement des marchés (personnel de la mairie, responsable d'association de commerçants etc.)

4 Comme les informations sont fournies par des IC et des groupes de discussion, les résultats sont indicatifs de la situation des marchés et des villages évalués et non représentatifs.

5 Question à choix multiple